

Nouvelles locales des lundi 10 et mardi 11 juin 2013

@rib News, 11/06/2013 - Lundi 10 juin 2013 | Justice - L'ancien Maire de la ville de Bujumbura Evrard Giswaswa a vendredi dernier d'une libération provisoire après avoir versé une caution de 250 millions de FBu. Selon le porte-parole de la Cour suprême, cela ne va pas provoquer la libération des autres personnes citées dans le même dossier. Elie Ntungwanayo précise que la libération provisoire sous caution est décidée par le Magistrat en charge du dossier après analyse de la demande et des conditions particulières de chaque demandeur et cela est autorisé par la loi. [Isanganiro]

- Un journaliste de la radio Isanganiro a reçu une convocation délivrée par le Parquet de Makamba pour ce 13 juin. Mais, ce mandat n'a pas de motif de convocation. Selon le président de l'UMUBJ, cela est une violation de la loi puisque le Code de procédure pénale exige que la convocation contienne le nom de celui qui convoque et le motif de la convocation. Alexandre Niyungeko estime qu'il s'agit de la nouvelle loi sur la presse qui serait en train d'être appliquée. Selon lui, cela fait suite à une plainte qui serait déposée par le représentant de la CNTB à Makamba après un reportage de ce journaliste sur un comportement du président de la CNTB qui exigerait des pots de vins à la population de Muyange pour résoudre les conflits fonciers. Mais, il remarque que ce reportage remplissait les normes professionnelles du reportage et était équilibré puisqu'il a même demandé l'avis de la CNTB dont le porte-parole s'est exprimé. [Rtr/Isanganiro/Bonesha/Rpa] | Société - L'association ACAT Burundi estime que la promulgation de la loi sur la presse est une aberration pour le pays. En effet, le président de cette association trouve que les journalistes ne peuvent pas se conformer à une loi anticonstitutionnelle. Selon le président de cette association, la loi est rétrograde et aucune loi ne peut pas venir contredire la Constitution. Maître Armel Niyongere demande aux journalistes de continuer à bien faire leur travail comme d'habitude et les autorités vont se rendre compte de l'inconstitutionnalité de cette loi. [Rtr/Bonesha] | Selon le porte-parole du parti CNDD (opposition), la communauté internationale n'a pas du tout donné d'accord avec la promulgation de la nouvelle loi sur la presse au Burundi. Selon François Bizimana, le fait que le Secrétaire général des Nations Unies, la France et la Belgique se soient exprimés contre cette loi fait penser que personne n'a approuvé ce texte. Selon lui, la loi est faite pour le peuple et si ce peuple la dénonce, il devrait y avoir révision de cette loi puisque même ceux qui donnent les fonds ne peuvent pas le faire tranquillement quand l'opinion nationale est soumise à un texte qu'ils ne veulent pas. [Bonesha] | Droit de l'Homme - Le chef du secteur de Busaga de la colline Busaga commune Burambi de la province Bururi est accusé par la population de cette localité de collaborer avec les jeunes Imbonerakure et de se faire passer pour des agents du Service national de renseignement pour maltraiter la population. Selon ces informations, ils se donnent le droit de vouloir arrêter des gens et de jouer le malin en voulant prendre certaines décisions. Le chef de la Police présidentielle dans les communes de Burambi, Rumonge et Buyengero fait savoir qu'il n'était pas au courant de cette situation mais qu'il va très bientôt s'enquêter afin de prendre des mesures qui s'imposent. [Bonesha] | Politique - Le président du parti Uprona demande au parti CNDD-FDD de se solidariser d'une façon clairement visible des administratifs à la base et des Imbonerakure qui perturbent les activités des autres partis politiques. Charles Nditije constate que ces personnes ne sont pas au courant ou négligent la pratique démocratique et c'est pourquoi leur parti devrait leur enseigner cette pratique. Selon lui, personne d'autre ne va enseigner cela, puisque de simples déclarations de solidarités ne suffisent pas. [Rpa] | Education - La grève des enseignants du secondaire a été suivie dans le pays comme cela s'est fait remarqué ce lundi. En Mairie de Bujumbura, à Bururi, à Bubanza, à Ngozi, à quelques exceptions près, les examens prévus n'ont pas été passés. Le président du syndicat CONAPES estime que les pourparlers qui ont eu lieu à Rumonge entre ce syndicat et le ministre de la Fonction publique ont été considérés comme nuls puisque rien n'a été mis en application. Emmanuel Mashandari affirme donc que les enseignants ne vont pas reprendre le travail avant que le ministre ne bloque le salaire du mois de mai et qu'il s'engage à mettre en application des mesures tendant à l'harmonisation des salaires. Il affirme aussi qu'ils ne peuvent pas corriger les examens qui ont été donnés par les différentes directions et surveillés par les membres du corps administratif et les encadreurs. Les parents des élèves affirment qu'ils sont lassés par ces grèves à répétition dans le domaine de l'enseignement et demandent au Gouvernement de résoudre cette question pour du bon. [Isanganiro/Bonesha/Rpa] - Les syndicats SYPAPEP et STEB relancent leur avis de grève qui expire le 17 courant. Selon la présidente du STEB, la grève qui sera déclenchée sera d'une durée indéterminée. Eularie Nibizi constate que le Gouvernement a toujours trouvé des motifs de ne pas mettre en application les conventions signées entre lui et les syndicats des enseignants et cela pour des raisons qu'elle dit ignorer. Elle trouve aussi étonnant le fait que le ministre de la Fonction publique a affirmé que les revendications des enseignants ne suffisent pas à réunir le Conseil des ministres. Selon elle, cela résulte d'une négligence que le Gouvernement affiche quant à leurs revendications. Elle reste pourtant persuadée que le problème des disparités salariales sera résolu par le Gouvernement. [Isanganiro] | Sécurité - Deux policiers ont été arrêtés par la population dimanche vers 21 heures sur la colline de Kirambi de la commune Nyabihanga en province Mwaro. Alors qu'ils se rendaient dans un ménage de cette colline pour voler, ils ont été surpris par la population qui est intervenue à temps et un fusil de service d'un de ces policiers a été saisi par cette population. L'Administrateur de la commune Nyabihanga qui est arrivé sur les lieux cette nuit confirme ces informations et fait savoir que les deux policiers ont été conduits au cachot de la Police à Nyabihanga. [Isanganiro/Rtnb/Rpa] - Mardi 11 juin 2013 | Gouvernance - L'OLUCOME vient adresser une correspondance au président de la République pour lui remercier d'avoir pris un décret présidentiel pour annuler les primes que les membres du Conseil économique et social s'étaient octroyés en violation de la loi. Selon cette correspondance, la caisse de l'Etat devrait recouvrer son dû suite à cette mesure. Gabriel Rufyiri se dit aussi ravi puisque ce décret annule aussi la mesure qui avait été prise par une ordonnance conjointe des ministres de la Bonne gouvernance, de la Privatisation et celui des Finances qui leur octroyait 1% de la valeur du résultat de la privatisation. Il profite de cette occasion pour demander au président de la République d'exiger le retour dans la caisse publique de toutes les sommes que ces personnes avaient touchées suite à ces mesures illégales. [Rpa/Rtr/Isanganiro] | Société

- Justice populaire - Ruyigi où une personne a été lynch e par la population et une autre grièvement blessée. Elles ont été appréhendées par la population qui les a surprises en fragrant délit de vol d un téléphone portable et d  6000FBu appartenant   une enseignante de l cole primaire de la localité. Les deux venaient de bénéficier d un élargissement. Les associations de défense des droits de l Homme condamnent cette pratique et s tonnent du fait que ceux qui ont commis le forfait ne sont pas inquiétés. Le Procureur de la République - Ruyigi fait savoir qu il a entamé des enquêtes et que les coupables vont subir des punitions. [Bonesha/Rtnb]- Une personne a été tuée par balles le soir de ce lundi - mardi dans la commune urbaine de Buterere. Alors qu elle était chez elle, un groupe de bandits est arrivé et a commencé   voler tout ce qui se trouvait dans la maison et après le vol, ils ont tiré des coups de feu qui ont touché une personne parmi les résidents de cette maison attaquée. La population de Buterere constate que la sécurité se d t  de plus en plus ces derniers jours et demandent qu elle soit renforcée. [Rtr/Rtnb/Bonesha] Education - Certains enseignants en grève dans la province de Bubanza font savoir qu ils sont intimidés au téléphone par certains responsables du parti au pouvoir, les administratifs et des directeurs d coles dans cette province. Ils affirment que les appels téléphoniques leur disent que la grève est illégale. Ils ajoutent aussi que les membres du parti au pouvoir sont sommés de retourner au travail pour ne pas perturber l ction du Gouvernement. Le président du CONAPES se r voit contre cette pratique et tranquillise toute fois ces enseignants que la grève est illégale puisque c est de leur droit. Emmanuel Mashandari demande aux enseignants de vaincre la peur. [Bonesha/Isanganiro]- Le syndicat CONAPES demande aux enseignants de respecter le mot d ordre qui est toujours en vigueur. Selon Mashandari Emmanuel, pas question que les enseignants corrigent le test de 10 me puisque ces activités ont été suspendues suite   la grève. Selon lui, la correction peut attendre la fin de la grève puisqu il n y a pas péril en la demeure. [Rpa]- Le porte-parole du Gouvernement fait savoir que le ministre de la Fonction publique va tenir une réunion d change avec les syndicats des enseignants pour leur expliquer ce que le Gouvernement va faire pour eux. Philippe Nzobonariba fait pourtant savoir que le Gouvernement n est pas suffisamment informé de ce que veulent les enseignants, mais que des mesures vont bient tre prises pour débloquer la situation. [Rpa] Politique - La cohabitation est devenue dans difficile ces derniers jours entre les membres des partis CNDD-FDD et Frodebu-Nyakuri dans la province de Kirundo. Le président du parti Frodebu-Nyakuri dans la commune Busoni a été battu par des Imbonerakure sur ordre du président du CNDD-FDD dans cette même commune et il a été contraint de se réfugier au chef-lieu de la province de Kirundo. Il était accusé de tenir une réunion alors qu il était en train de partager un verre avec cinq de ses amis. [Rpa] Droit de l Homme - Les membres de l association AMEPCI ont commémoré l anniversaire de l assassinat des étudiants de l Universit  du Burundi. Le mot de circonstance, le président de cette association affirme que cette commémoration est une occasion de se rappeler de ce qui s est passé et de prôner la réconciliation. Aloys Batungwanayo d ploire toutefois le fait que le Recteur de l Universit  du Burundi a annulé   la dernière minute les activités qui avaient été organisées au sein de l U. le cadre de la commémoration de cette journée. Gaston Hakiza a motivé son refus par le fait qu il y avait d autres surtout académiques qui étaient prévues et qui ne devraient pas être reportées. Société - Le constitutionnaliste Pr Pascal Rwankara trouve que la nouvelle loi sur la presse est anticonstitutionnelle. Selon lui, il est pratiquement impossible de suivre et d appliquer une telle loi du moment que l on sait que la Constitution frappe de caducité un autre texte qui lui est contraire. Il demande donc aux autorités de tout faire pour clarifier la situation. [Bonesha] Justice - Selon l avocat du journaliste Evariste Nzikobanyanka, le reportage qu il fait sur l ction de la CNTB ne devrait pas causer polémique et surtout ne devrait pas engendrer la convocation de ce dernier. Maître Raphaël Gahungu trouve que ce reportage a suivi la déontologie professionnelle du journaliste puisqu il était équilibré dans la mesure où, après avoir interrogé plus de 50 personnes, il a ensuite interrogé le porte-parole de la CNTB. Selon lui, cela ressort du comportement du Gouvernement qui n a pas encore compris le rôle des médias qui est d informer tant les autorités que la population. Ils prendront des mesures conséquentes que la population qui sera informée de ce qui se passe. Il trouve que cela est le résultat de la promulgation de la nouvelle loi sur la presse. [Isanganiro/Rpa]- Le porte-parole de la Cour suprême estime quant   lui que le Procureur de la République dans la province de Makamba n a pas eu tort de convoquer ce journaliste. Selon Elie Ntungwanayo, cela est de son devoir d entendre les deux parties quand il y a une qui a porté plainte puisque c est le seul moyen de faire éclater la vérité. Il demande   la population de ne pas voir dans ces convocations des intimidations ou des moyens de pouvoir incarcérer les personnes. [Isanganiro]